

DELIBERATION N° 19_03_01

Assemblée générale du 19 mars 2019

OBJET : Présentation du compte administratif et du compte de gestion 2018.

Vu le Règlement Européen n°1302/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, relatif à un Groupement de Coopération Territoriale en ce qui concerne la clarification, la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupement de ce type;

Vu la Convention de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée du 18 juin 2009,

Vu les statuts modifiés de l'Eurorégion du 27 octobre 2014,

Vu l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

Vu les documents budgétaires annexés à la présente,

Considérant que la réglementation publique en matière de gestion comptable et la réglementation budgétaire imposent une concordance entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion,

Considérant que le Compte Administratif 2018 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée doit être approuvé avant le 30 juin de l'exercice,

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale, à l'unanimité des membres,

DECIDE :

Article 1 : Le Compte Administratif 2018 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée présenté par nature et fonctions est approuvé.

Article 2 : L'Assemblée Générale approuve et valide la parfaite concordance des résultats entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion de l'exercice 2018 dont les résultats sont arrêtés dans les conditions ci-après :

(A) Résultat de l'exercice:	- 138 629.83 €
(B) Excédent antérieur reporté:	1 548 474.72 €
(A+B) Résultat cumulé de clôture:	1 409 844.89 €
(C) Solde d'investissement de l'exercice:	66 133.29 €
(D) Solde d'investissement reporté:	- 59 589.59 €
(C+D) Solde d'investissement cumulé de clôture:	6 543.70 €

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme aux registres des délibérations.

*Pour la Présidence en exercice, par délégation.
Le Directeur Général*

*La Présidente en exercice,
Xavier BERNARD-SANS
GECT
El Centre del món
35 Boulevard Saint-Assisele
66071 PONTIGNAN CEDX
Francina Armengol i Socías*

Certifié exécutoire :

Reçu en Préfecture le : 01/04/2019

Publié ou notifié le : 09/04/2019

Copie : Pairie régionale d'Occitanie

RAPPORT N° 19_03_01

Assemblée générale du 19 mars 2019

RAPPORT : Présentation du compte administratif et du compte de gestion 2018.

Préambule:

Dans le cadre de ses statuts et du règlement (CE) n° 1302/2013 du 17 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 du 5 juillet 2006, l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée est régie sous la forme d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT).

Conformément à son article 7, le GECT Pyrénées-Méditerranée (EPM) est régi par les dispositions des établissements publics de type syndicat mixte ouvert et relève de l'instruction budgétaire et comptable publique de type M71.

Les lois de décentralisation ont consacré l'élargissement des compétences des collectivités locales, leur montée en puissance économique et la libéralisation de leurs financements. Autant d'évolutions impliquant que les élus disposent d'informations et d'indicateurs fiables et précis sur l'impact financier de leur action.

Ce souci de transparence vis-à-vis des citoyens et des partenaires, notamment financiers, a conduit à l'adoption de cadres comptables proches du plan comptable général (PCG), qui permettent de mieux appréhender la situation financière du GECT Pyrénées-Méditerranée tout en prenant en compte les spécificités liées à son cadre de coopération internationale.

Par délibération, l'Assemblée Générale a opté pour une présentation des budgets et des comptes du GECT PM par nature des dépenses et recettes et une présentation dite croisée (nature-fonction).

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, les budgets et les comptes de l'exercice sont soumis à un vote de l'assemblée au niveau des chapitres budgétaires pour la section de fonctionnement et d'investissement.

Présentation des comptes 2018 :

Le budget s'exécute du 1er janvier au 31 décembre. Le comptable public dispose du même délai pour comptabiliser les titres de recettes et les mandats émis par le GECT PM. Lors de cette clôture, le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes du GECT PM.

L'année 2018 constitue une année de référence puisqu'elle traduit en année pleine budgétaire, la mise en œuvre du plan d'action présenté au moment du débat d'orientation budgétaire. Le budget 2018 a été exécuté sur cet exercice en section de fonctionnement à hauteur de **1 038 392.58 €** en recettes et **1 177 022.41 €** en dépenses.

La section d'investissement a quant à elle été exécutée à hauteur de **119 947.70 €** en recettes et en **53 814.41 €** dépenses.

a. La section de fonctionnement:

La section de fonctionnement s'établit sur l'exercice à hauteur de **1 038.3k€** en recettes soit une hausse de **44%** sur l'exercice précédent (720.4k€) due à la montée en charge des recettes des fonds européens, et **1 177k€** en dépenses, soit une hausse de **41%** (830.8k€) par la mise en œuvre du plan d'action et donc la remontée à un niveau de dépenses en adéquation avec les engagements.

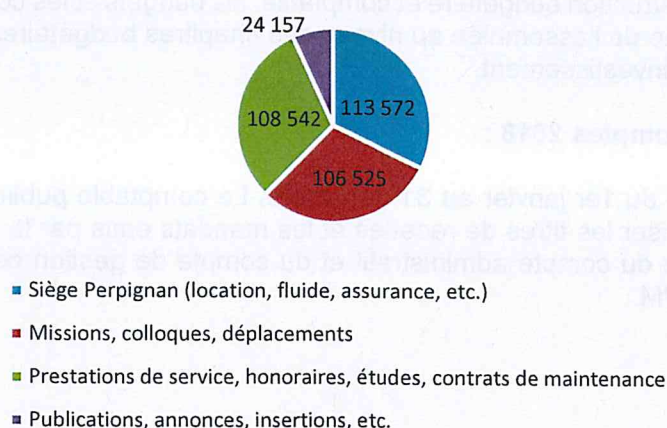
i. Les dépenses:

1. Les charges à caractère général (D011):

Ce chapitre a été exécuté à hauteur de **352.7k€** en hausse de **42%** sur l'exercice précédent (247.7k€).

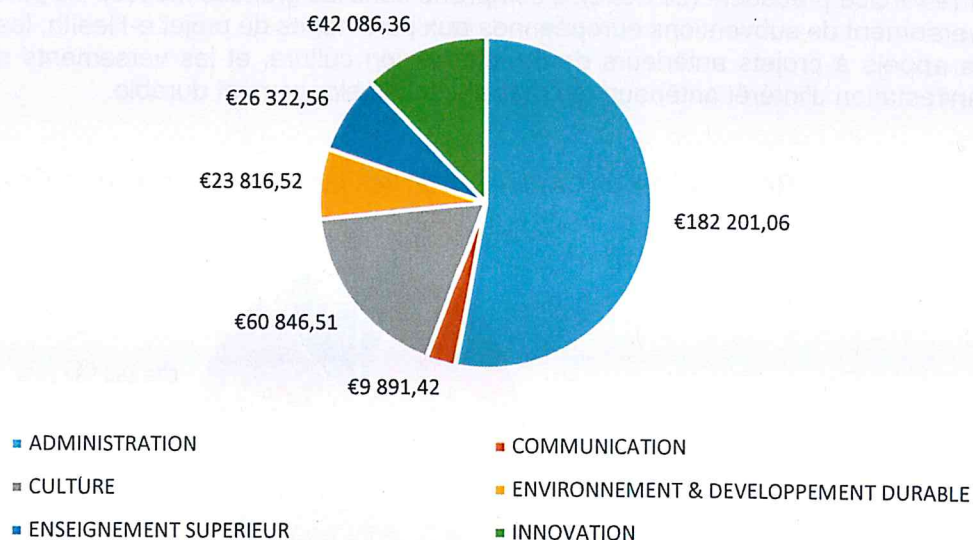
Au titre de cet exercice, il comprend notamment dans les grandes masses 113.5k€ de fonctionnement du siège de Perpignan, 106.5k€ de missions, colloques, participation à des salons, ou encore déplacements au titre du plan d'action, 108.5k€ de prestations de service au titre des études et marchés lancés dans le cadre du plan d'action, des contrats de maintenance informatique, progiciels, réseaux de climatisation, et autres honoraires, et 24k€ de publications au titre de la communication.

Charges à caractère général par grandes masses



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

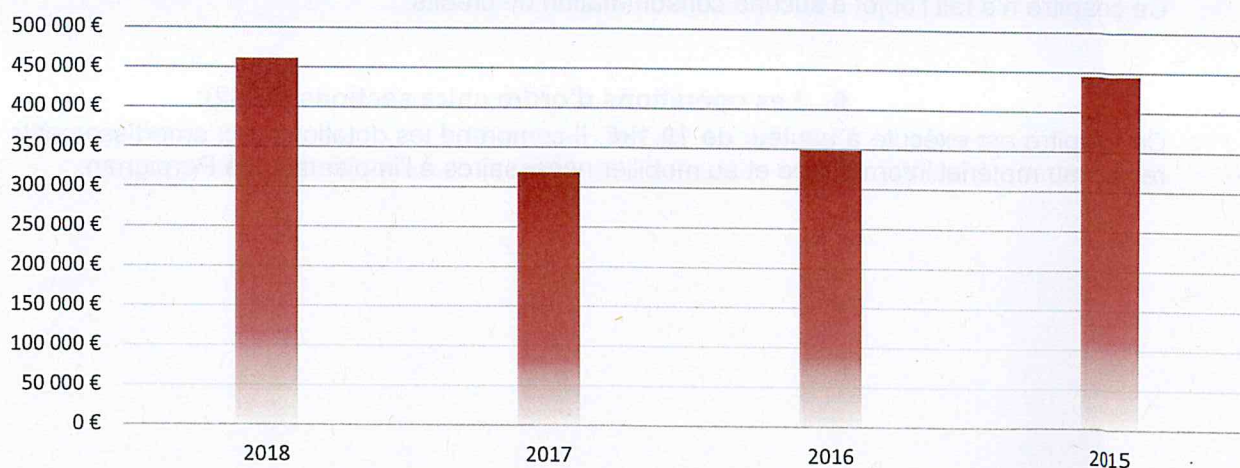
Répartition des charges à caractère général Chap. 011



2. Les charges de personnel (D012):

En 2018, la masse salariale a représenté un montant de **461.2k€** en hausse de 44% sur l'exercice précédent (318k€). Cette année constitue un premier exercice en année pleine de l'effectif restructuré. Outre le glissement vieillesse technicité (GVT), cette augmentation est due également à l'accueil d'un stagiaire de 6 mois, au remplacement du chargé de communication durant 2 mois, et au versement de la prime d'objectifs dont l'ensemble du personnel était cette année éligible. La masse salariale demeure cependant contenue et conforme à la prospective élaborée lors de la restructuration de 2017.

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE (2018-2015)

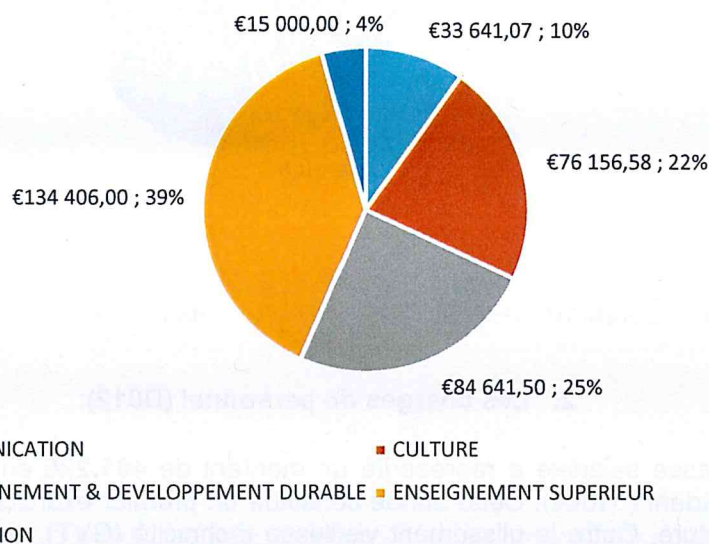


Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

3. Les autres charges de gestion courante (D65):

Les autres charges de gestion courante s'établissent à hauteur de **343.8k€** en hausse de 31% sur l'exercice précédent (261.3k€). Il comprend dans les grandes masses les plus notables, le reversement de subventions européennes aux partenaires du projet e-Health, les versements des appels à projets antérieurs de la commission culture, et les versements des appels à manifestation d'intérêt antérieurs en matière de développement durable.

Répartition des autres charges de gestion courante Chap. 65



4. Les charges financières (D66):

Ce chapitre n'a fait l'objet d'aucune consommation de crédits.

5. Les charges exceptionnelles (D67):

Ce chapitre n'a fait l'objet d'aucune consommation de crédits.

6. Les opérations d'ordre entre sections (D042):

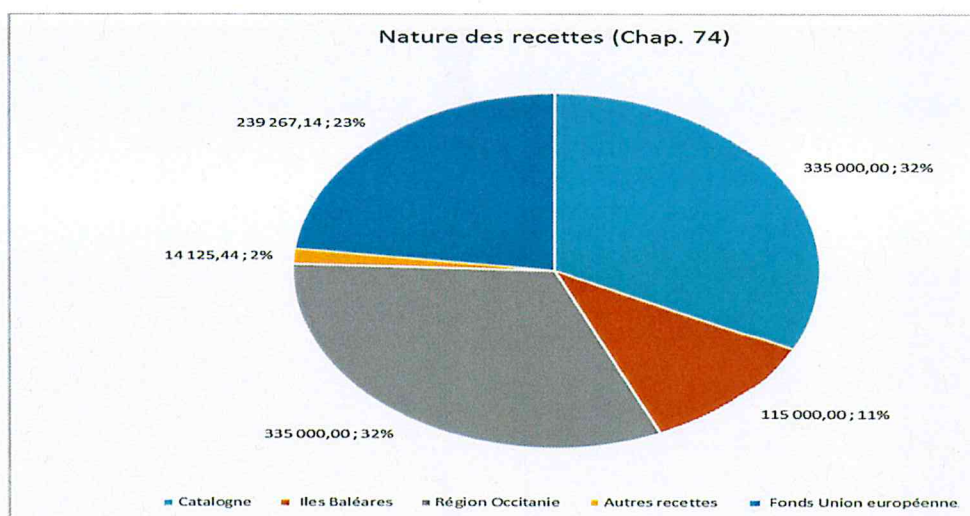
Ce chapitre est exécuté à hauteur de **19.1k€**. Il comprend les dotations aux amortissements relatifs au matériel informatique et au mobilier nécessaires à l'implantation à Perpignan.

ii. Les recettes:

1. Les dotations, subventions et participations (R74):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **1038.3k€** en hausse de 44% sur l'exercice précédent (720.4k€). Cette hausse s'explique par le versement de subventions européennes sur cet exercice issues des remontées de dépenses des projets (SPIN, The SPUR, Links up, Kiss me, et e-health) ainsi qu'une participation accrue de certaines commissions.

Recettes de participations et subventions	Innovation	Tourisme & Thermalisme	Développement durable	Culture & sport	Enseignement supérieur	Administration générale statutaire fonct.	Total
Gouvernement de la Catalogne	10 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	50 000,00 €	- €	260 000,00 €	335 000,00
Gouvernement des Iles Baléares	10 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	40 000,00 €	- €	50 000,00 €	115 000,00
Région Occitanie	10 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	50 000,00 €	- €	260 000,00 €	335 000,00
Autres recettes	13 347,52 €	- €	- €	- €	- €	777,92 €	14 125,44
Fonds de l'Union européenne	21 025,56	-	-	6 763,36	166 081,20	45 397,02	239 267,14
Total	64 373,08 €	30 000,00 €	15 000,00 €	146 763,36 €	166 081,20 €	616 174,94 €	1 038 392,58 €



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

b. La section d'investissement:

La section d'investissement s'établit au compte administratif de l'exercice à hauteur de **53 814.41€** en dépenses et **119 947.70€** en recettes.

i. Les dépenses:

Les dépenses concernent principalement les restes à réaliser 2017 relatifs aux aménagements du siège de Perpignan.

1. Les immobilisations incorporelles (D20):

Ce chapitre n'a fait l'objet d'aucune exécution.

2. Les immobilisations corporelles (D21):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **53.8k€**. Il comprend 39.5k€ de mobilier de bureau, 4.6k€ de stores, et 9.7k€ d'équipement de service de visio-conférence.

ii. Les recettes:

1. Les dotations, fonds divers et réserves (R10):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **100.8k€**. Il s'agit d'une écriture financière qui comprend uniquement la couverture du besoin de financement de la section d'investissement par affectation d'une partie du résultat de fonctionnement 2017.

2. Les opérations d'ordre entre sections (R040):

Ce chapitre est exécuté à hauteur de **19.1k€**. Il s'agit d'une écriture financière d'opération d'ordre entre section d'amortissement des biens en corrélation avec l'exécution du chapitre 042 en dépenses de fonctionnement.

B La présentation croisée fonctionnelle des crédits de paiements (CP) par actions:

En préambule à cette présentation croisée fonctionnelle des comptes, il convient de rappeler que le respect des règles de la comptabilité publique impose un retraitement. En attendant la création d'un règlement financier, il convient de détailler la méthodologie comptable retenue.

Pour la première fois, les dépenses sont comptabilisées par :

- nature de la dépense
- service (au sens de la commission à laquelle les crédits se rattachent)
- fonction (au sens de la politique publique pour laquelle la dépense est exécutée)
- action (de façon plus précise afin de mesurer l'impact du plan d'action).

Les charges de personnel sont initialement comptabilisées au niveau de la fonction relative à l'administration générale et sont ici retraitées uniquement pour les chargés de projets qui coordonnent les travaux de deux commissions (à raison de 50% sur chaque commission).

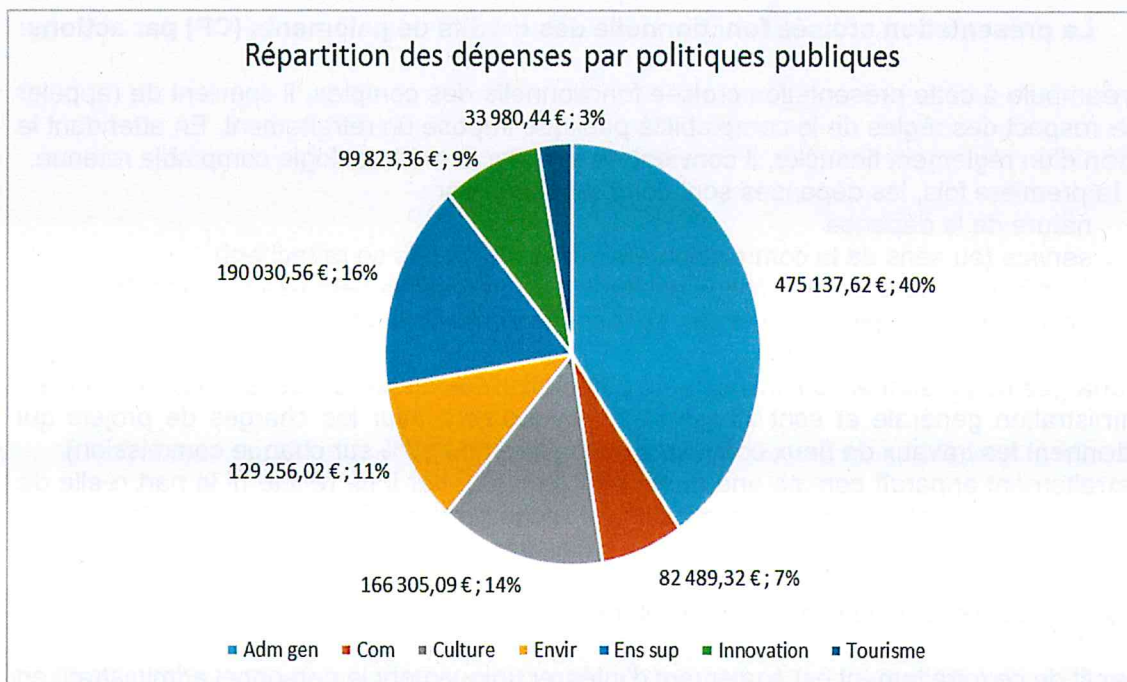
Ce retraitement apparaît comme une quote part à ce jour car il ne reflète ni la part réelle de travail que génère telle ou telle commission, ni recouvre la réalité du travail sur les projets européens qui intègrent aussi du personnel administratif (DG, COM, CBR, AA).

En outre, le projet SPIN est retraité dans le volet administration générale pour améliorer l'analyse des actions de la commission Culture.

L'objectif de ce retraitement est également d'intégrer uniquement le personnel administratif en administration générale (Directeur général, Responsable administratif et financier, Chargé de communication, Assistant administratif, et Coordonnateur budgétaire et ressources humaines). Cette approche permet de mesurer le coût réel du volet statutaire.

Répartition des dépenses	Charges à caractère général (Chap. 011)	Charges de personnel (Chap. 012)	Autres charges de gestion courante (Chap. 65)	Opérations patrimoniales (Chap. 042)	Charges financières (Chap. 66)	Charges exceptionnelles (Chap. 67)	Total
ADMINISTRATION GENERALE	182 201,06 €	247 729,13 €	26 099,17 €	19 108,26 €	- €	- €	475 137,62 €
COMMUNICATION	9 891,42 €	62 556,00 €	10 041,90 €	- €	- €	- €	82 489,32 €
CULTURE	60 846,51 €	29 302,00 €	76 156,58 €	- €	- €	- €	166 305,09 €
ENVIRONNEMENT & DEVELOPPEMENT DURABLE	23 816,52 €	23 298,00 €	82 141,50 €	- €	- €	- €	129 256,02 €
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	26 322,56 €	29 302,00 €	134 406,00 €	- €	- €	- €	190 030,56 €
INNOVATION & DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	42 086,36 €	42 737,00 €	15 000,00 €	- €	- €	- €	99 823,36 €
TOURISME	7 631,44 €	26 349,00 €	- €	- €	- €	- €	33 980,44 €
TOTAL	352 795,87 €	461 273,13 €	343 845,15 €	19 108,26 €	- €	- €	1 177 022,41 €

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7



La couverture de ces crédits 2018 exécutés du plan d'action est en majeure partie assurée à hauteur de 75% par les recettes des membres de l'EPM et par les fonds européens à hauteur de 23%.

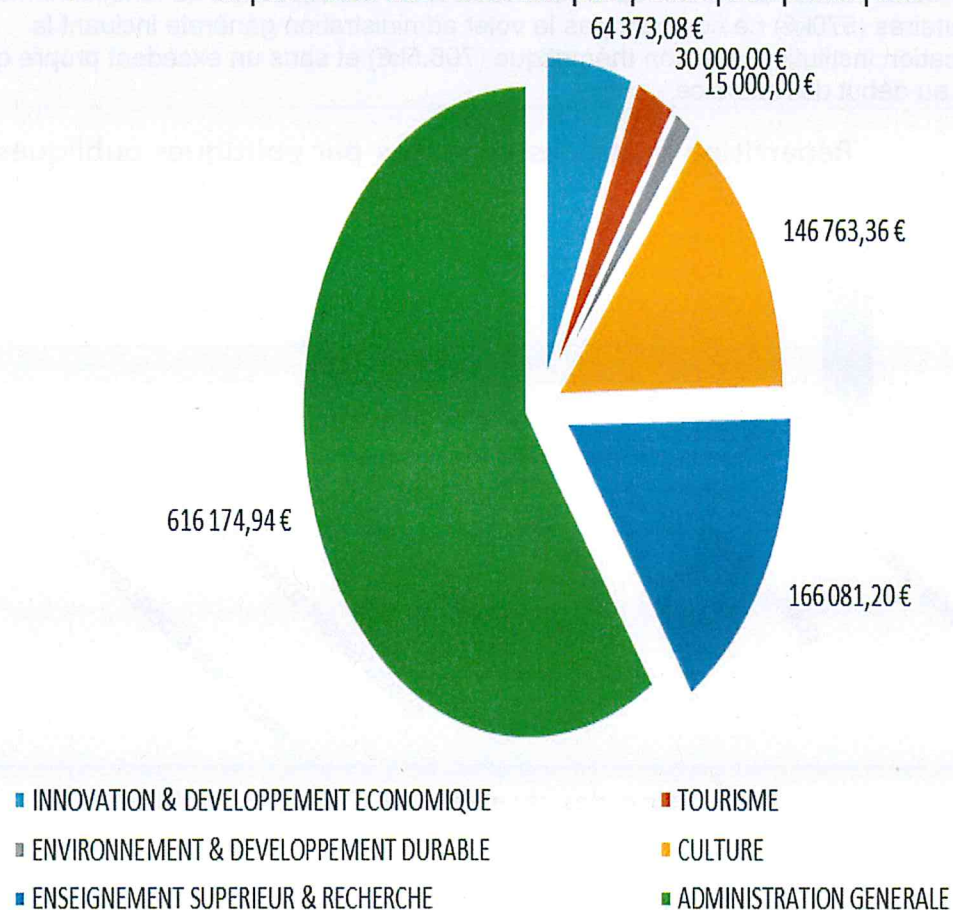
Par corrélation au retraitement réalisé en dépenses, un retraitement des recettes est nécessaire pour réattribuer à l'administration générale, qui comptabilise en totalité les charges de personnel, la part de recettes de subvention européennes qui lui revient.

Cela correspond à 49.6% de la part de subvention perçue au titre des projets Links up (15 201€ sur 30 648.89€), 6 000€ sur 172 081,20€ au titre du projet e-Health, et 62.6% de l'acompte perçu au titre du projet KISS ME (9 335€ sur 14 912.67€).

Recettes de participations et subventions	INNOVATION & DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	TOURISME	ENVIRONNEMENT & DEVELOPPEMENT DURABLE	CULTURE	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE	ADMINISTRATION GENERALE	Total
Gouvernement de la Catalogne	10 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	50 000,00 €	- €	260 000,00 €	335 000,00
Gouvernement des Iles Baléares	10 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	40 000,00 €	- €	50 000,00 €	115 000,00
Région Occitanie	10 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	50 000,00 €	- €	260 000,00 €	335 000,00
Autres recettes	13 347,52 €	- €	- €	- €	- €	777,92 €	14 125,44
Fonds de l'Union européenne	21 025,56	-	-	6 763,36	166 081,20	45 397,02	239 267,14
Total	64 373,08 €	30 000,00 €	15 000,00 €	146 763,36 €	166 081,20 €	616 174,94 €	1 038 392,58 €

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

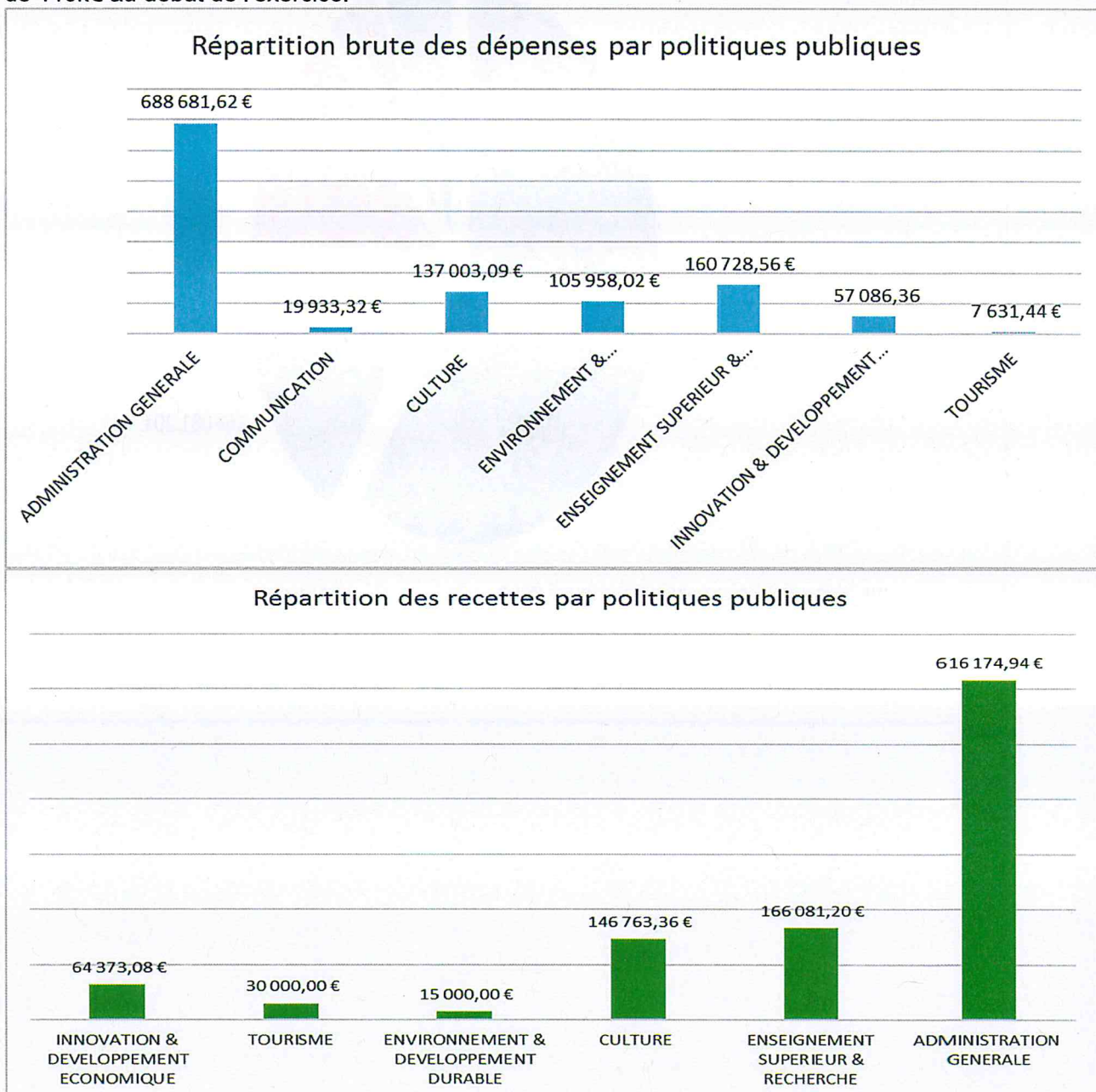
Répartition des recettes par politiques publiques



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Approche analytique sans retraitement des charges de personnel :

Cette approche permet de vérifier qu'à elles seules, les participations de fonctionnement dites statutaires (570k€) ne couvrent pas le volet administration générale incluant la communication institutionnelle non thématique (708.5k€) et sans un excédent propre qui était de 119k€ au début de l'exercice.



Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

C Le compte de gestion 2018:

Le compte de gestion relève des fonctions du payeur régional exercées par un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal dans le respect des dispositions de l'article L 1617-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la séparation entre l'ordonnateur des dépenses et des recettes du GECT PM, et le comptable chargé de la mise en paiement des dépenses et en recouvrement des recettes.

L'état des restes à recouvrer à la date d'adoption des comptes s'établit à 613 227,12€.

Arrêt du compte administratif et adoption du compte de gestion 2018 :

Considérant que le comptable public a bien transmis au GECT PM le compte de gestion de l'exercice,

Considérant qu'après examen, il y a bien corrélation entre les comptes du comptable public et ceux de Madame la Présidente en sa qualité d'ordonnateur des dépenses et des recettes de l'établissement,

Considérant la présentation du compte administratif ci-dessus et au regard des documents d'appui transmis aux délégués,

Considérant le respect des dispositions de l'article 1612-12 du CGCT en matière de vote du compte administratif,

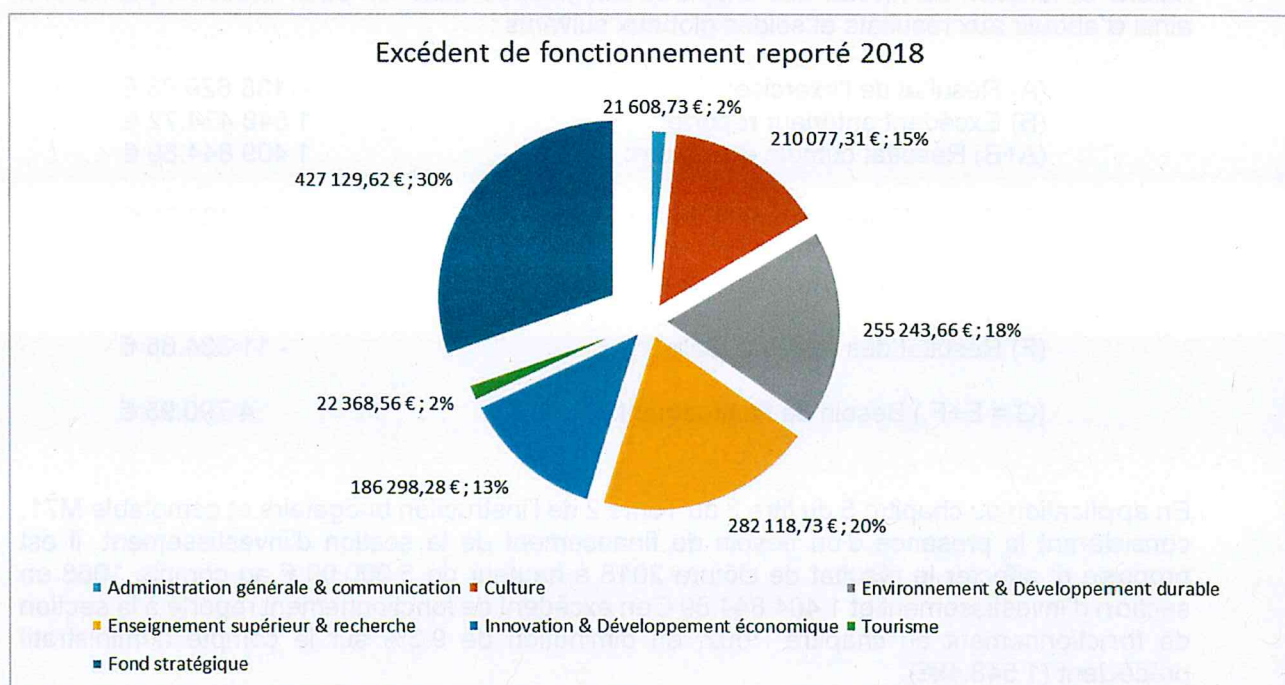
Il est proposé de voter l'adoption du compte de gestion et l'arrêt des comptes de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée au titre de l'exercice 2018, présentés de façon croisée par nature et fonction au niveau des chapitres budgétaires dans les deux sections, permettant ainsi d'aboutir aux résultats et soldes globaux suivants :

(A) Résultat de l'exercice:	- 138 629.83 €
(B) Excédent antérieur reporté:	1 548 474.72 €
(A+B) Résultat cumulé de clôture:	1 409 844.89 €
(C) Solde d'investissement de l'exercice:	66 133.29 €
(D) Solde d'investissement reporté:	- 59 589.59 €
E = (C+D) Solde d'investissement cumulé de clôture:	6 543.70 €
(F) Résultat des restes à réaliser:	- 11 334.65 €
(G = E+F) Besoin de financement:	4 790.95 €

En application du chapitre 5 du titre 3 du Tome 2 de l'instruction budgétaire et comptable M71, considérant la présence d'un besoin de financement de la section d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de clôture 2018 à hauteur de 5 000.00 € au compte 1068 en section d'investissement et 1 404 844.89 € en excédent de fonctionnement reporté à la section de fonctionnement au chapitre R002, en diminution de 9.3% sur le compte administratif précédent (1 548.4k€).

Au regard des éléments présentés ci-avant au cours de l'approche analytique et des résultats ci-après décrits et après affectation des résultats 2018, le compte administratif permettrait d'enregistrer au budget primitif de l'exercice suivant, les excédents de fonctionnement reportés, répartis de la façon suivante :

	Administration générale & communication	Culture	Environnement & Développement durable	Enseignement supérieur & recherche	Innovation & Développement économique	Tourisme	Fond stratégique	Total
Excédent de fonctionnement reporté	21 608,73 €	210 077,31 €	255 243,66 €	282 118,73 €	186 298,28 €	22 368,56 €	427 129,62 €	1 404 844,89 €



Le stock de dette de l'établissement est nul de l'exercice et l'état des restes à recouvrer est de 613 227.12€.

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7